Nation, Souveraineté - Épisode 5

Le 21-08-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

La Souveraineté alimentaire

Le 28 septembre 2020

La notion de souveraineté, pour bien être comprise, peut être expliquée à partir de l'exemple de la « souveraineté alimentaire ». La souveraineté alimentaire désigne le droit des populations et de leurs États à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers. Elle vise à donner la priorité à la production agricole locale pour nourrir la population. La souveraineté alimentaire inclut un commerce international juste.
Elle ne s'oppose pas aux échanges, mais à la priorité donnée aux exportations. Elle permet de garantir aux populations la sécurité alimentaire, tout en échangeant avec d'autres régions des productions spécifiques qui font la diversité de notre planète.

La notion de souverainaté alimentaire a été développée par Via Campesina, l'organisation paysanne mondiale, et portée au débat public à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation en 1996. Cette idée présente une alternative aux politiques néolibérales. Depuis, ce concept est devenu un thème majeur du débat agricole international, y compris dans les instances des Nations Unies.

La souveraineté alimentaire désigne le droit des populations et de leurs États à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers. Elle vise à donner la priorité à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s et des sans-terres à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les Organismes génétiquement modifiés (OGM), pour le libre accès aux semences, et de garder l'eau comme un bien public à répartir durablement.

C'est le droit des paysan(e)s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer, qui va le produire et comment. C'est le droit des États à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix. Ce sont des prix agricoles liés aux coûts de production, mesures qui sont possibles à condition que les États aient le droit de taxer les importations à trop bas prix. C'est la participation des populations aux choix de politique agricole.

Les politiques néolibérales donnent la priorité au commerce international libre-échangiste et non à l'alimentation des populations. Elles n'ont en rien contribué à éradiquer la faim dans le monde. Au contraire, elles ont accru la dépendance des populations envers les importations agricoles. Et elles ont renforcé l'industrialisation de l'agriculture, en mettant en danger le patrimoine génétique, culturel et environnemental de la planète, ainsi que la santé des populations. Elles ont contraint des centaines de millions de paysan(ne)s à l'abandon de leurs pratiques agricoles traditionnelles, à l'exode rural, ou à l'émigration.

La souveraineté alimentaire inclut un commerce international juste. Elle ne s'oppose pas aux échanges, mais à la priorité donnée aux exportations. Elle permet de garantir aux populations la sécurité alimentaire, tout en échangeant avec d'autres régions des productions spécifiques qui font la diversité de notre planète.

L'accès aux marchés internationaux, en effet, n'est pas une solution pour les paysans. Le problème des paysans c'est d'abord le manque d'accès à leurs propres marchés locaux à cause des prix trop bas pour leurs produits et des pratiques de dumping à l'importation auxquelles ils sont confrontés. L'accès aux marchés internationaux concerne seulement 10 % de la production mondiale ; il est contrôlé par des firmes transnationales et les plus grandes entreprises agro-industrielles grands producteurs.

Encore une très bonne raison de rompre avec le libre échange et de Démondialiser !

Lire l'épisode 6 : Souveraineté et État

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire